



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Réussir l'intégration électrique européenne

La Commission européenne a publié le 4 mai 1999 le deuxième rapport sur l'état de la libéralisation des marchés de l'énergie [COM(1999) 198 final]. La Commission note que tous les Etats membres mettent en œuvre la directive sur le marché intérieur de l'électricité, la plupart au-delà des exigences minimales qu'elle comporte : il semble que d'ici à 2003 plus de 60% de la demande totale d'électricité sera libéralisée et plus des deux tiers des consommateurs pourront choisir leur fournisseur. Le rapport avance que la libéralisation permettra tout à la fois de réduire les coûts de l'énergie, de renforcer la sécurité d'approvisionnement (en développant la production à partir du gaz) et aura des effets positifs sur l'environnement, autant d'éléments qui relèvent encore aujourd'hui de l'acte de foi et que des évaluations régulières, pluralistes et contradictoires devront vérifier.

Le rapport de la Commission montre que s'il n'existe aucune définition unique du concept de service public, tous les Etats membres réglementent de manière convergente les activités des compagnies d'électricité en matière de protection des consommateurs (obligations de connexion et de fourniture, tarifs), de protection de l'environnement (promotion des énergies renouvelables, internalisation des coûts externes), de sécurité d'approvisionnement (capacités de réserve, garantie de combustibles primaires). Le rapport ajoute que dans ces domaines "les objectifs et approches des Etats sont de plus en plus similaires".

Ainsi, alors même que la directive électricité ne comporte aucune obligation pour les Etats membres d'édicter des missions et obligations de service public ou d'intérêt général, une convergence se dessine, contribuant à définir une conception commune venant compléter les mesures de libéralisation.

En même temps, la Commission souligne qu'il reste encore beaucoup à faire pour achever un véritable marché intérieur de l'énergie, en particulier pour développer les échanges transfrontaliers (capacités d'interconnexion, tarifs garantissant l'équité sur le marché européen). Le rapport dégage aussi la nécessité de mesurer les effets de la libéralisation sur l'emploi et leur incidence sur les ménages.

C'est en mettant l'accent sur la définition à la fois d'une politique européenne de l'énergie, intégrant les politiques nationales, de missions d'intérêt général assurant le droit de chacun à l'énergie, et d'une harmonisation des conditions sociales interdisant toute forme de dumping social, que pourront être franchies les prochaines étapes de l'intégration électrique européenne.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

### Réunion du CELSIG le 22 juin 1999

Au cours de cette réunion annuelle, le Comité fera le point sur ses activités durant l'année écoulée (séminaire au Parlement européen de mars 1999 et adresse aux candidats aux élections européennes) et établira son programme pour l'année 1999/2000 (notamment le programme d'action en vue de la prochaine conférence intergouvernementale). La réunion se tiendra à Bruxelles le mardi 22 juin à partir de 9h30. Bulletin d'inscription ci-joint.

### Succeeding with European electricity integration

On 4 May 1999, the European Commission published its second report on the state of energy market liberalisation in Europe [COM(1999) 198 final]. The Commission notes that all Member States are implementing the Directive on the Single Market for electricity, with many already having moved beyond its minimum requirements. It would therefore appear that by 2003 more than 60% of total electricity demand will be liberalised, and that more than two thirds of all consumers will be able to choose their suppliers. The report claims that the liberalisation will make it possible to reduce energy costs, to strengthen supplies (via production using gas) and will have a positive impact on the environment. But all these points are still essentially hopes, at present, which need to be confirmed by regular, pluralistic and contradictory verification.

The Commission's report shows that while no single definition of public service exists, regulation of electricity producers in all Member States is converging, in respect to consumer protection (obligations relating to grid connection, supply and pricing), environmental protection (the promotion of renewable energy sources, the internalisation of external costs), the security of supply (reserve capacities, the guarantee of primary fuels). The report adds that "the objectives and approaches in States are increasingly similar in these fields."

Thus, even if the Electricity Directive contains no constraints on Member States to formulate public or general service tasks and obligations, convergence is occurring, leading to common views and complementing liberalisation measures.

At the same time, the Commission stresses that much is still to be done in completing the Single Market in energy, especially in developing cross-border trade (inter-connection capacities, prices guaranteeing equity in the European market). The report also draws out the need for measuring liberalisation effects relating to employment and their incidence on households.

The following steps to integrating European electricity can thus be taken by stressing the definition of Europe's energy policy, which integrates national policies, of its general interest mission and the right of all individuals to energy, and of the harmonisation of social conditions forbidding all forms of social dumping.

Pierre Bauby and Jean-Claude Boual

### CELSIG's Meeting, 22 June 1999

At this annual meeting, the Committee will report on CELSIG's activities over the last year (the seminar at the European Parliament in March 1999 and the address to candidates for the European elections), and set out its programme for 1999/2000 (especially the action programme for the next Intergovernmental Conference). The meeting will take place in Brussels, Tuesday 22 June, as of 9:30 am. The enrolment form is enclosed.

## Nouvelle procédure de co-décision

Le Conseil des ministres a approuvé, le 26 avril, le texte d'une déclaration commune du Conseil, du Parlement et de la Commission modifiant l'Accord interinstitutionnel d'octobre 1993 relatif à la procédure de co-décision au titre du nouvel article 251 du Traité d'Amsterdam.

En conséquence, lors de sa dernière session plénière, le Parlement a confirmé des votes de première lecture qu'il avait émis avant le 1<sup>er</sup> mai, date d'entrée en vigueur du traité, pour des dossiers législatifs considérés comme urgents.

Le Comité des Régions a, pour sa part, demandé la négociation d'un accord interinstitutionnel sur les procédures découlant du Traité d'Amsterdam en ce qui concerne la consultation du Comité dans cinq nouveaux domaines législatifs prévu par le traité : environnement, emploi, formation professionnelle, transports et affaires sociales.

---

## Prochaine conférence inter - gouvernementale

Dans la perspective du Conseil européen de Cologne, les 3 et 4 juin prochains, le Conseil Affaires générales a entamé la réflexion sur les réformes institutionnelles de l'Union. L'idée d'une conférence intergouvernementale (CIG) concentrée sur les "trois reliquats d'Amsterdam" (pondération des voix au Conseil, extension du vote à la majorité, nombre des membres de la Commission) et éventuellement quelques questions connexes, semble être assez largement partagée. Certains Etats membres (Espagne et Portugal, notamment) restent cependant réservés.

L'Allemagne et la France sont d'accord sur l'opportunité de confier la préparation de la CIG à un "Comité des sages", composé de trois à cinq personnes maximum, mais d'autres Etats préféreraient un "groupe de représentants personnels" qui permettrait à chaque Etat membre de dire son mot dans la préparation de la CIG. La CIG pourrait être préparée durant le deuxième semestre 1999 et se clore fin 2000. Pour sa part, le ministre italien des affaires étrangères a estimé qu'il faudrait impliquer le Parlement européen dès la phase préparatoire. Il a également suggéré qu'il pourrait être procédé à un examen global des dispositions du traité concernant la composition et le fonctionnement des institutions et, peut-être, à un réexamen de l'article 48 (procédures de modification des traités) "à la lumière des récentes délibérations du Parlement européen".

---

## Charte européenne des droits fondamentaux

La présidence allemande va proposer, au Sommet de Cologne, de lancer le processus devant conduire à l'élaboration d'une charte des droits fondamentaux en constituant une instance à cet effet. Y figureraient des membres du Parlement européen, des parlements nationaux, des délégués des gouvernements, des représentants de la Commission, de la Cour de justice, du Comité des Régions et du Comité économique et social, ainsi que des groupes sociaux et des experts. La Charte serait arrêtée solennellement comme "la Charte européenne des droits fondamentaux" à la fin 2000 et le Conseil européen verrait alors comment l'intégrer dans les traités.

## A New Co- Decision Procedure

On 26 April, the Council of Ministers approved a joint declaration by the Council, the Parliament and the Commission, modifying the Inter-Institutional Accord of October 1993, relating to the co-decision procedure, under the new Article 251 of the Treaty of Amsterdam.

As a result, the Parliament at its last plenary session confirmed the ballot of the first reading which was issued before 1<sup>st</sup> May, the day the Treaty came into effect, for legislative issues considered as urgent.

For its part, the Committee of the Regions has requested the negotiation of an Inter-Institutional Accord on the procedures following from the Treaty of Amsterdam, with respect to the consultation of the Committee in five new legislative areas, as stipulated by the Treaty: the environment, employment, vocational training, transport and social affairs.

---

## The next Inter-Governmental Conference

In view of the European Council in Cologne, the 3-4 June, the General Affairs Council has started deliberations on institutional reforms of the Union. The idea of an Inter-Governmental Conference (IGC) to be held on the "three outstanding issues of Amsterdam" (the weighting of votes in the Council, the extension of majority voting, the number of Commissioners) and possibly some related matters is widely accepted. However, certain Member States (notably Spain and Portugal) still have reservations.

Germany and France have agreed on the pertinence of entrusting the preparation of the IGC to a "Committee of wise-persons", made up of three to five individuals at most, but other States would prefer a "group of personal representatives", which would allow each Member State to have its say in the preparation of the IGC. The IGC could also be prepared during the second half of 1999 and finish at the end of 2000. For his part, the Italian Foreign Affairs Minister considers that the European Parliament should be implicated in the preparatory stage. He has also suggested that a general examination of the Treaty's measures could be undertaken concerning the composition and functioning of its institutions, and that perhaps Article 48 (about Treaty modifications) could be re-examined "in the light of recent deliberations by the European Parliament".

---

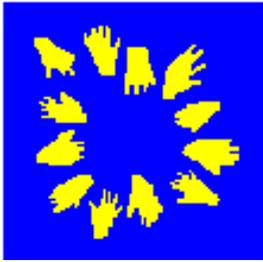
## The European Charter of Fundamental Rights

At the Cologne Summit, the German Presidency is going to propose launching a process to formulate a Charter of Fundamental Rights, by setting up a body to this end. It will include members of the European Parliament, national parliaments, governmental delegations, Commission representatives, the Court of Justice, the Committee of the Regions, the Economic and Social Committee as well as social groups and experts. The Charter will be called solemnly the "European Charter of Fundamental Rights", at the end of 2000 and the Council of Europe will examine how it will be integrated into the Treaties.

---

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or Email ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr)).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.



**Comité européen de liaison  
sur les Services d'intérêt général**  
**European Liaison Committee  
on Services of General Interest**  
**Europäisches Verbindungskomitee  
"Dienstleistungen von allgemeinem Interesse"**

Secrétariat / Secretariat / Sekretariat : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual, RESEAUX SERVICES PUBLICS

66 rue de Rome  
F - 75008 PARIS  
FRANCE

Tel (33-1) 40 42 50 24 ou/or/oder (33-6) 07 34 12 23  
Fax (33-1) 40 42 13 78 ou/or/oder (33-1) 42 94 10 37  
E-mail : celsig@worldnet.fr

EEF/ACFCI, 1-2 Avenue des Arts, Boîte 9  
B - 1210 BRUXELLES  
BELGIQUE  
(32-2) 221 04 29  
(32-2) 217 66 12

**Bulletin d'inscription - *Registration Form***

**à adresser au plus tard vendredi 18 juin**

***To be sent back at late friday 18 june***

**par Fax : (33-1) 40 42 13 78 ou E-mail : celsig@worldnet.fr**

*Please fill in, using block letters only - Merci de compléter impérativement en majuscules*

NAME - NOM : ..... First name - Prénom : .....

Address - Adresse : .....

Postal Code - Code Postal : ..... Town - Ville : .....

Country - Pays : .....

Tel : ..... Fax : .....

E-mail : .....

Organisation : .....

Position - Fonction : .....

***Cocher les réponses :***

Participera à la réunion du 22 juin - *Will attend the meeting of the 22 june*

Ne pourra participer à la réunion du 22 juin - *Will not attend the meeting*

Adresse ses propositions - *Send proposals*

.....

.....

.....